



## **LA GUERRE ECONOMIQUE EST ELLE UN PARADIGME DES RIVALITES INTERNATIONALES ?**

(Chapitre de l'ouvrage collectif, Lavauzelle 2004,  
*La France a-t-elle une stratégie de puissance économique ?*)

*Par Didier Lucas et Christian Harbulot*

**MOTS CLES :**

Guerre économique, Polémologie de l'économie,  
Recherche académique, Sciences de gestion, Sciences politique

« Au lieu de polémiquer sans fin sur la valeur de tel ou tel concept, de tel ou tel paradigme, les chercheurs en sciences sociales gagneraient à livrer et à mettre en débat leurs actes de recherches, car c'est souvent dans les moments les plus anodins de l'enquête que les thèses les plus fortes sont posées sans être soutenues. »

Bernard Lahire

## **1. Les changements sociaux face aux mécanismes de domination**

### **1.1 Le négationnisme d'une polémologie de l'économie**

« Nier : rien de tel pour émanciper l'esprit. Mais la négation n'est féconde que le temps où nous nous évertuons à la conquérir et à nous l'approprier ; une fois acquise elle nous emprisonne : une chaîne comme une autre. Esclavage, il vaut mieux s'orienter vers celui de l'être que cela n'aille pas sans un certain déchirement : il s'agit ni plus ni moins de se soustraire à la contagion du néant, au confort d'un vertige... »<sup>1</sup> En réfutant catégoriquement le concept de *guerre économique*, en l'érigeant au rang de dogme, les intellectuels libéraux et leurs héritiers ont commis un mensonge pathétique qu'ils s'évertuent à défendre au nom d'un idéalisme aussi dévoyé que désespéré. Il est désormais douteux de croire et d'exalter une société d'équilibre et de lumière où l'émancipation de l'esprit se tournerait vers une nature juste, généreuse et solidaire. Entre les difformités et les vices d'un monde à la dérive où les idéaux et leurs éloges résonnent comme de superbes arrogances d'antan, les civilisations occidentales de l'hémisphère nord peinent à s'interroger sur leur destinée. L'affirmation de la perplexité et de la frénésie qui guettent l'Europe politique et sa facétieuse descendance américaine, font se réjouir certains marchands apatrides dont les certitudes philosophiques précipitent les peuples vers des logiques de résignation et de désarroi. Evidence ultime, la chute du communisme européen a marqué un tournant dans l'histoire du siècle écoulé, et probablement dans celle universelle de l'humanité. En effet, les médiations soviéto-américaines, caractéristiques de la guerre froide qui étaient destinées à exalter les utopies respectives, ont brutalement disparu au profit de tiraillements contagieux sur fond de conquête et de domination toutes aussi périlleuses. La fin du choc des idéologies aurait-elle accouché de l'abolition de la réflexion vers *l'objet* ? Quelle est désormais la nature de notre condition, est-ce la « défaite de la pensée » qui a préfiguré « la société du spectacle » ou ces deux désespérances se sont-elles auto-nourries ? En tout cas, s'il est un constat à formuler — davantage qu'un aveu d'échec — c'est bien l'autopsie d'une capacité profonde à combattre dans sa globalité la lèpre contemporaine que sont les inégalités et les injustices sociales. La mondialisation, autre truisme post-moderne véhicule son cortège de rivalités marquée par l'effervescence d'une folie financière et spéculative. Les esprits las, et quelque soit leurs aversions, observent avec un fatalisme accru que la bipolarisation a engendré un pôle quasi unique où un Empire mène désormais la destinée d'une nouvelle grammaire des relations internationales.

---

<sup>1</sup> Cioran, *La tentation d'exister*, Paris, Gallimard, 1986, pp-227-228.

## 1.1 Surinterprétation de la théorie libérale

La fiction d'un pacifisme économique, fondée sur la seule création de valeurs et la redistribution libre et équitable des richesses figure à l'aurore de ce siècle comme une insincérité flagrante à laquelle nous ne pouvons plus souscrire. Fruit de la philosophie occidentale — notamment la toute puissance de l'honorabilité de la jouissance absolue, de l'économie et du droit, cette acception de l'équilibre naturel des marchés, tend à s'effacer devant la matérialisation de désirs suprêmes dont font preuve les Etats dominants ; il s'agit concrètement d'influence stratégique, de normalisation<sup>2</sup>, de « colonisation des esprits », de quête de puissance — au sens réaliste du terme. Les attitudes agressives, les dynamiques de prédation, les stratégies de déstabilisation et de contrôle entre Nations se mènent sur les champs cognitifs et de l'information, théâtres virtuels inaccessibles à l'obscur majorité. Or, selon le précepte cher à Epictète, ce n'est pas la vérité qui importe, mais la perception que l'on a de cette vérité. La raison « positive » invite à un immobilisme de la pensée forcément hostile à toute réaction subversive ou de rébellion. Puisque notre époque est celle des consensus et de l'instrumentalisation des individus auxquels on consent néanmoins à la légitimité de l'émancipation, l'analyse contestataire se heurte à un « horizon indépassable<sup>3</sup> ». Oser penser l'effectivité d'une guerre économique apparaît comme un biais rédhibitoire et pour les plus radicaux comme une dépravation hérétique. Pourtant aux détours de l'histoire, le goût d'une tentation « mystique » voire métaphysique, en ce qui concerne la recherche de suprématie stratégique (globale ou marginale), est la trace indéniable des nombreuses civilisations qui se replient sur leurs certitudes affectives. Quel est désormais le devenir des rationalités lorsque le cheminement du monde se réduit à des certitudes et non à de convictions profondes ?

Le triomphe planétaire du libéralisme s'enracine dans une pensée fondée sur une conception de l'universalité humaine, de confiance dans l'individu libre et responsable où l'attachement profond à la justice, à l'égalité devant la loi et à l'égalité des chances constitue un socle inaliénable. Cette pensée a fécondé tant en économie qu'en sciences politiques des idéaux fondateurs qu'il convient de ne pas renier : la tolérance, la séparation de l'Eglise et de l'Etat, la nécessité d'un gouvernement représentatif, le principe du droit de propriété. Développer des perspectives, décroiser les sociétés, faire preuve d'esprit de conquête telles ont été les idées fortes de la théorie libérale classique. Néanmoins, suite à leur formidable désir d'exister, les tenants de cette doctrine ont poussé la négation d'une polémologie des objets et des ressources économiques jusqu'au point où elle s'annule elle-même. En réduisant à leur insu, ce projet de société éthique et morale aux sphères marchandes, les néo-libéraux ont trahi les convictions les plus profondes de leurs aînés. Instinctivement, il ne saurait être question de compromis voulu ou consenti : notre ambition n'est pas de nous livrer à une persécution inique de ceux là même qui prônaient à l'origine la compréhension de l'autre. Nous n'avons pas l'ambition de lapider ni même de faire le procès des Milton, Locke, Bayle, Montesquieu, Smith, Burke, Paine, Constant, Guizot, Say, Tocqueville, Mill, Hayek, Aron, ou encore Jouvenel. Le radicalisme de nos réflexions s'immisce dans l'observation de la nature des événements et non dans la remise en cause strictement idéologique de cette école. Envisagée dans notre quotidienneté, la globalisation concerne les champs de la vie sociale sous des aspects financiers et marchands, ce qui a généré une contractualisation du lien social basée sur une individuation des rapports sociaux.

---

<sup>2</sup> Voir à ce propos l'excellent article de R. Damien. et S. Maugeri., « Normaliser pour dominer », *Les cahiers de médiologie*, 2<sup>e</sup> semestre 1996

<sup>3</sup> Voir. Florence Aubenas et Miguel Benasayag, *Résister, c'est créer*, Paris, La découverte, 2002, p.122

Parce que le rapport philosophique à l'être a évolué au point d'être remis en cause, parce que l'expression de la joie de vivre transcendée par les sirènes de la mondialisation est étrangère à quatre vingt pour cent de la planète, il convient alors de questionner la pertinence des modèles et des structures qui nous gouvernent.

Nous l'affirmons sans le moindre détour, la guerre économique en tant que concept et symbole ne mérite pas d'être célébrée, quel que soit le faste, la célérité ou l'enthousiasme. Pareillement, elle ne justifie pas que l'on s'en détourne au nom d'une morale humaniste détournée de son objet initial. Elle est dans son acception contemporaine fille de la mondialisation et nul ne peut désormais s'y soustraire. Elle n'est pas qu'une idéologie. Et c'est là principal paradoxe : pour combattre non le phénomène mais ses effets les plus pervers, il convient d'appréhender la nouvelle grille d'analyse stratégique des environnements géopolitiques, concurrentiels et sociétaux dont l'interaction est continue. En effet, loin des utopies technologiques originelles, par delà les aspirations philanthropiques qui avaient conclu hâtivement à un ré-enchantement du monde, la globalisation de nos univers n'a pas accouché de l'exaltation universelle si désirée. L'euphorie et l'idéalisme d'un paradigme des autoroutes de l'information ont été englouti avec l'accomplissement des stratégies et des dialectiques conflictuelles. Les Etats les plus avancés, ceux qualifiés de la troisième vague, se livrent des batailles commerciales, culturelles et sociétales d'une ampleur inédite à ce jour, consacrant ainsi avec répugnance les théories classiques du réalisme — à savoir le développement de sa capacité à imposer sa volonté au autres<sup>4</sup>. Autre équivoque des économies capitalistes et libérales, les entreprises devenues nécessairement multinationales, bénéficient de mesures actives de soutien à la conquête de marchés et de directives gouvernementales destinées à la promotion de leurs intérêts marchands. L'apolitisme économique a définitivement tourné court avec l'instauration des doctrines de sécurité économique. Désormais, les luttes frontales ou indirectes qui ont pour finalité la normalisation et la domination, risquent de symboliser le versant le plus sombre de la mondialisation.

## **2. La cristallisation de la guerre économique en tant que projet de connaissance**

### **2.1 Les limites de l'analyse métaphorique**

La guerre économique est-elle alors un nouveau paradigme des rivalités internationales? Cette interrogation qui peut sembler incongrue car totalement dénuée de fondements théoriques pour la majorité de nos concitoyens, constitue pourtant un thème de recherche chez de nombreux universitaires de par le monde. L'approche classique et réductrice consiste malheureusement à ne considérer le concept que sous le seul jour de la métaphore. En fondant leur analyse sur la transposition de la rhétorique militaire vers la sphère économique, les principaux acteurs analysent le phénomène avec un biais rédhibitoire. Quand la presse généraliste se fait régulièrement l'écho de luttes et d'antagonismes d'ordre commercial ou financier, le raccourci est dès lors tentant d'assimiler ces différents à des stratégies concertées de guerre économique. L'analogie n'explique ni ne démontre l'effectivité de la chose. Quant aux opposants les plus farouches à l'encontre du concept, ils ne s'immiscent pas dans la dimension *épistémologique*, ils en restent bien au contraire à sa connotation *idéologique*. Le dogmatisme libéral a achevé de convaincre les foules du bienfait de l'économie comme moteur de la progression de l'humanité. Or la guerre économique diverge malheureusement d'une vision proactive fondée sur le seul dépassement de l'homme

---

<sup>4</sup> Raymond Aron, *Paix et guerre entre les nations*, Paris, Calman Lévy, 1992, p. 912

dans sa quête de réalisation universelle. Longtemps, nous avons cru que la recherche sur ce thème était un réflexe purement hexagonal destiné à exalter les acteurs économiques contre des périls étrangers — notamment anglo-saxons. Lorsque nous entendons guerre économique, nos partenaires américains, britanniques ou allemands comprendraient compétition globale : « *it's just business* » Voilà le point sur lequel notre analyse aurait achoppé, notre représentation du monde serait trop fortement influencée par notre seule construction sociale. Pourtant, une revue de littérature extrêmement rapide tend à démontrer la vitalité des travaux achevés ou en cours sur la question. Créer et découvrir la réalité de la guerre économique est un véritable projet de connaissance. Cela exprime directement une contribution théorique et méthodologique d'explication, de prédication et de compréhension d'un objectif scientifique. Cependant, lorsque des chercheurs de nationalités différentes (donc de cultures étrangères les unes aux autres) s'accordent sur l'appréhension d'un objet suivant des analyses convergentes voire sensiblement identiques, la conjecture tend à se réduire au profit d'une approche paradigmatique de la réalité.

## 2.2 Vers un champ de recherche d'inspiration interdisciplinaire

Née au sein du Département américain de la défense, l'acception désormais en vigueur au sein de la communauté académique internationale est la suivante : *la guerre économique est une stratégie agressive fondée sur l'utilisation des allocations économiques afin de parvenir à la réalisation des objectifs nationaux*. Cette définition est suffisamment large et vague pour tenter d'expliquer l'engouement, non quelques chercheurs éparpillés sur le globe, mais d'une véritable communauté aussi hétérogène qu'interdisciplinaire, ce qui implique un redéploiement de nos paradigmes épistémiques de références. « Étudier la guerre économique pour promouvoir la paix », tel est le discours généralement affiché, notamment par les anglo-saxons — en son temps, G. Bouthoul justifiait la légitimité de la polémologie dans une perspective de développement de l'irénisme. Penser la guerre économique constitue donc un objet de recherche qui s'inscrit dans un objectif global dont la question cristallise un véritable projet de connaissance. Il s'agit cependant de distinguer l'objet, forcément large et général, de la « question de recherche » qui est une expression affinée et technique. En outre, l'objet de recherche se différencie des autres objets théoriques, méthodologiques ou empiriques. En interrogeant la réalité de stratégies le plus souvent asymétriques, les chercheurs qui questionnent la guerre économique portent fondamentalement une interrogation par la découverte *d'une réalité*, qu'elle soit d'essence naturelle ou construite. Voilà qui légitime et établit ces projets de connaissance — selon les principes énoncés par Piaget<sup>5</sup> à propos des conditions de l'établissement et du statut de la connaissance. Pourtant, il est vrai que les théoriciens de la guerre économique semblent manquer d'arguments car il n'ont pas suffisamment réfléchi à l'épistémologie de leur objet. La solution passe, selon nous par de nouveaux éventails de projets de connaissance d'inspirations ouvertement interdisciplinaires. C'est là le vrai défi de la recherche sur la guerre économique. Ces travaux doivent se caractériser par leurs aptitudes à « traverser » les frontières entre les disciplines. Considérant que le dépassement de la persistance des cloisonnements universitaires fertilise les travaux d'une discipline, de telles démarches devraient s'effectuer au moins par l'exploration du concept de *champ sécant*.

---

<sup>5</sup> Jean Piaget (sous la direction), *Logique et connaissance scientifique*, Paris, Gallimard, 1967

### **3. Etat de l'art de la recherche sur la guerre économique : une communauté fortement atomisée**

#### **3.1 La prédominance naturelle des théoriciens américains et la faiblesse relative des chercheurs européens**

Bien évidemment, les américains sont les plus dynamiques sur la question. Peut être parce qu'il existe « chez les anglo-saxons une culture de l'affrontement pour la survie qui s'embarrasse moins que la nôtre de considérations idéologiques<sup>6</sup>. » Or ce que d'aucun pourrait considérer comme un truisme constitue cependant un paradoxe de taille. Récemment encore, cette problématique — stratégique — était éludée du débat public. Seuls les enseignements militaires et les universités de défense (notamment la National Defense University de Washington) abordaient ce thème sous l'angle prospectif. Au milieu des années 1990, il n'était pas rare de lire dans des publications du Département de la Défense, des analyses radicales comme celles énoncées par les colonels P. Robert et P. Kadlec (Air University) « The twenty-first century will be a century of Economic warfare » dans l'ouvrage collectif *Battlefield of the Future : 21st Century Warfare Issues*. Désormais de « purs » civils réfléchissent et communiquent sur la question (certains d'entre eux avaient intégré ce champ de recherche depuis plusieurs années mais sous d'autres appellations) dans des perspectives internationales mais également sous l'angle de la compétition entre firmes. *Win Schwartz*, bien qu'il n'ait jamais publié sur les question de guerre économique, joua un rôle important puisque dès le début des années 1990 il travaillait sur le rôle offensif de l'information dans sa dimension globale. L'étude du phénomène au travers du prisme historique est particulièrement significatif de l'émergence de la problématique. Le manque relatif de socle conceptuel suffisamment solide nécessite de bâtir un corpus fondé sur l'analyse structurante d'évènements antérieurs. Aux côtés des travaux du Professeur *Chau T. Phan* de la Rider University à Lawrenceville (EU) relatifs aux « fondations historiques » qui remonteraient au 13<sup>e</sup> siècle avec les manœuvres mongoles « d'information dominance », figurent des recherches axées sur les stratégies de guerre économique durant la période particulière que fut le second conflit mondial — Professeurs *Charles Maier* de l'Université d'Harvard ou encore *John Mc Dermott* de l'Université de Toronto. Sur ce point précis, les travaux du Professeur *Georges Henri Soutou* de la Sorbonne font également autorité, même si ses recherches concernent autant les problématiques d'économie en tant de guerre que celle de la guerre économique proprement dite.

Chez les politologues et les sociologues, nous songeons premièrement aux Professeurs *John Mueller* de l'Université de Rochester (EU), et *Tor Egil Forland* de l'Université d'Oslo, auteur d'un article remarqué au milieu des années 1990 : « The History of Economic Warfare: International Law, Effectiveness, Strategies » dans les Cahiers du Peace Research Institute of Oslo. De son côté, la britannique *Christina Goulter*, du King's Collège de l'Université de Londres concentre ses travaux sur les aspects théoriques de la stratégie et sur les applications opérationnelles en matière de guerre économique. Au niveau hexagonal, *Christian Harbulot* est le chef de file de ce qui n'est pas encore une école de pensée, mais constitue déjà un réel courant d'innovation. Ses publications concernent depuis une quinzaine d'années les doctrines sur l'économie de combat et l'analyse des différents dispositifs nationaux. Il est d'ailleurs à ce titre le fondateur de l'Ecole de Guerre Economique (EGE) dont la qualité des enseignements et des travaux sont salués depuis quelques années par le Centre de Recherche du Congrès américain ou encore la Rand Corporation.

---

<sup>6</sup> Philippe Baumard, entretien avec *Veille-Magazine*, Février 1999.

Les économistes et les spécialistes des sciences de gestion ne sont pas en reste, parmi eux nous retenons *Murray Wolfson* de l'Université d'Etat de Californie qui fut une figure importante de la recherche en sciences économiques aux Etats-Unis. Ses travaux menés entre 1948 et 1999 ont d'abord concerné l'évolution des systèmes économiques, puis la dynamique des affrontements internationaux avant de s'ancrer résolument dans l'étude de la guerre économique, depuis son essence jusqu'à la modélisation de ses formes principales. Son œuvre méconnue en France s'avère déterminante dans la compréhension du phénomène bien que son ampleur demeure quantitativement moyenne. Autre personnalité, *Martin Shubik*, Professeur de mathématiques au département d'économie de la prestigieuse Université de Yale travaille principalement sur la théorie monétaire et les institutions financières, mais la guerre économique figure en deuxième position de ses centres d'intérêt, ce qui tendrait à démontrer que son activité dans le domaine, que nous n'avons pas évaluée objectivement à ce jour, est significative. A un degré moindre, nous pouvons également mentionner les travaux de *Ralph Rotte* de l'Université *Ludwig-Maximilians* de Munich suite à des recherches sur la construction de la paix malgré l'interdépendance des économies, et ceux *Cristiano Ristuccia*, chercheur au département d'économie appliquée du Wolfson Collège (Université de Cambridge) dont les travaux extrêmement variés sur le sujet concernent la volatilité de l'information, les choix stratégiques et l'évaluation des politiques technologiques. En Europe du Nord, *T. Solhaug* de la Norwegian School of Business and Administration s'intéresse depuis une dizaine d'années à la guerre économique entre firmes, suite à la libéralisation des marchés et la libre circulation des marchandises. Enfin, l'œuvre déjà conséquente du français *Philippe Baumard* (Institut d'Administration des Entreprises d'Aix en Provence) bien qu'elle ait finalement abordé le concept qu'en de rares occasions, est désormais précieuse puisque ses recherches cognitives en stratégies et sur les conflits informationnels entre Etats font autorité ainsi que ses analyses comparées à propos des modèles et conceptions des affrontements économiques.

Notons que deux disciplines apparaissent particulièrement sous représentées en terme de production de recherche ce qui constitue un paradoxe mais certainement pas une surprise. Il s'agit des sciences juridiques et de la philosophie. A propos des premières, nous pourrions avancer que les dispositions législatives et réglementaires nationales ou internationales, n'ont pas encore intégré les manœuvres d'agressivité concurrentielle. La charge de la preuve est un exercice difficile lorsqu'il s'agit de démontrer l'effectivité de mouvements informationnels offensifs. Néanmoins, nous pouvons retenir les réflexions de deux chercheurs du Think Tank conservateur « Indépendant Institute » *Charlotte Twhight* et *Robert Higgs*. Ceux ci font remonter l'origine de la guerre économique dans son acception moderne à 1807 avec l'Embargo Act américain. Leurs travaux sur les instruments de politique étrangères portent sur la constitutionnalité de cas récents (20 dernières années) de guerre économique. Chez les philosophes, à la notable exception de *George Kozmetsky*, (également économiste) et de *Piyu Yue* professeurs à l'université du Texas, la recherche demeure extrêmement confidentielle. Leurs travaux portent notamment sur le nouveau visage de la guerre dans une compétition économique globalisée. Leur approche originale qui fut publié par la Société de Philosophie du Texas en 1997, s'intéresse à la performance de la trilogie nations, industries et firmes, en mettant en lumière l'avènement de stratégies puissance inédite née avec la « quatrième révolution technologique »

Quant aux chercheurs des autres pays, ils demeurent quantitativement négligeables, malgré l'engouement pour la problématique de quelques universitaires asiatiques. Les plus connus sont le chinois, *Shu Guang Zhang* (qui a émigré aux Etats-Unis), et le singapourien *Li Nan* de l'Université de Technologie de Nanyang dont les recherche portent sur la théorie de la

guerre sans limite où l’affrontement économique est envisagée comme le signe avant coureur de la guerre militaire. Ces théories sont particulièrement en vogue au sein des université de recherche chinoises de défense. Globalement, ces recherches concernent des problématiques régionales, elle ont donc une portée théorique fort limitée. Il est difficile de parler de la recherche au Japon et en Corée du Sud dans la mesure où les écrits sur la guerre économique ne sont pas diffusés dans le monde occidental. La culture de dissimulation propre à ces pays ne facilite pas l’identification des travaux de recherche éventuels. Concernant la Russie, il existe depuis plusieurs années une réflexion sur la notion de sécurité économique impulsée par les proches de M. Poutine. Mais il s’agit d’une démarche interne destinée à protéger les zones d’influence traditionnelles russes.

Figure 1 : La recherche sur le concept de guerre économique dans le monde

	<b>Vitalité de la recherche sur le concept de guerre économique</b>		<b>Volume de recherches par discipline</b>				
	Avant 1995	Depuis 1995	Sciences politiques et sociologie	Sciences économiques et de gestion	Histoire et géographie	Sciences juridiques	Philosophie
<b>Etats-Unis</b>	Moyenne	FORTE	Très forte	Forte	Forte	Faible	Faible
<b>Europe</b>	Moyenne	MOYENNE	Moyenne	Moyenne	Faible	Très faible	Nulle
<b>« Reste du monde »</b>	Nulle	FAIBLE	Faible	Faible	Faible	Nulle	Nulle

### 3.2 La faiblesse des sciences sociales françaises

Tout comme la polémologie fut en son temps délaissée par l’histoire et ignorée par la sociologie, la recherche hexagonale sur le thème de la guerre économique aurait se développer au sein des sciences politiques et également des sciences de gestion. De manière objective, exceptés les travaux menées par l’Ecole de Guerre Economique, la communauté académique hexagonale brille par son absence de réflexion sur le sujet. Le développement des recherches universitaires durant le siècle écoulé constitue un début d’explication. L’histoire et les sciences politiques dominèrent assurément la vie intellectuelle de notre pays. Le « triomphe » de l’Ecole historique des Annales face aux tenants de l’histoire politique a contribué à marginaliser l’étude de la guerre ainsi que les sciences des conflits. A propos de la sociologie, Jean-Claude Ruano-Borbalan<sup>7</sup> explique que cette discipline, exceptée Aron, s’est érigée avec des auteurs (Marx, Weber ou Durkheim) dont les interrogations et les travaux ne concernaient pas cette question. En privilégiant les réflexions sur l’économie, la compréhension de l’action sociale ou sur les impératifs sociaux qui s’imposent aux individus,

<sup>7</sup> Jean-Claude Ruano-Borbalan, « Pourquoi les guerres ? », *Sciences Humaines*, n°138, pp.16-22



l'œuvre française a considérablement amoindrie la possibilité d'émergence d'un corpus théorique significatif, laissant ainsi la voie aux universitaires anglo-saxons. Le « sursaut » entraperçu avec les travaux de Gaston Bouthoul fut éphémère puisque l'Institut Français de Polémologie a cessé d'exister avec la disparition de son fondateur. Ainsi, dans un contexte peu propice à une réflexion globale sur les conflits, l'apparition d'un courant de pensée à propos d'une polémologie de l'économie avait peu de chance d'éclorre au sein de l'université ou des grands établissements publics d'enseignements supérieur. Les sciences de gestion françaises fortement influencés par les modèles anglo-saxons ne dérogent pas à cette constatation. Mis à part Philippe Baumard, mentionné ci dessus, et dont l'intérêt pour la guerre économique s'est justement développé aux contact de chercheurs américains, force est de reconnaître l'inexistence des spécialistes du management sur ce thème.

Ce déséquilibre profond qui tend à s'accroître se mesure quantitativement, c'est à dire en fonction du nombre de publications. La vitalité de la recherche s'évalue ailleurs au regard des concepts qui sont développés. Si les anglo-saxons se sont précipités vers les problématiques relatives à la maîtrise des architectures critiques (notamment les questions d'interopérabilités et de sécurisation des systèmes d'informations), les européens ont privilégié l'étude des doctrines et des stratégies de combat. La liberté des chercheurs du vieux continent les prédisposent à davantage de recherches fondamentales, ce qui expliquerait un engouement pour les théories au détriment des recherches appliquées qui sont souvent financées par les industries.

### **Conclusion**

Quelques semaines<sup>8</sup> avant la remise au Premier Ministre du rapport sur l'intelligence économique dirigé par le Parlementaire Bernard Carrayon, des interrogations multiples émergent à propos du devenir de cette discipline. Envisagé lors de son « acte fondateur » en 1994 comme le moteur de la compétitivité des entreprises et de la nation française, l'intelligence économique tarde cependant à trouver sa pleine mesure. Elle est encore victime, de préjugés, de représentations idéalisées, elle est finalement toujours contestée. En valorisant les stratégies et les pratiques de surveillance des environnements (la veille et ses déclinaisons), ses principaux architectes contribuent à l'éclairage des décideurs dans leurs prises de décisions. En revanche, le silence relatif concernant les démarches de pro-activité informationnelle destinées à l'influence des acteurs, des normes, des règles ne conduisent pas les managers à s'orienter vers un management stratégique offensif adapté aux exigences de la mondialisation et de la société de l'information. La théorie de la sphère d'influence<sup>9</sup>, emprunté à la géopolitique et conforme aux défis de la compétition économique s'inscrit dans le strict prolongement de dynamiques concurrentielles où l'essentiel se résume à la quête de suprématie stratégique globale. L'analyse de cet universitaire de réputation mondiale s'immisce directement dans le champs de la guerre économique.

Penser l'intelligence économique offensive et aller dans ce sens, c'est accepter l'idée d'une gestion de la connaissance qui englobe les opérations de guerre cognitive<sup>10</sup>. Le retour

---

<sup>8</sup> Cet article a été rédigé durant le mois de mai 2003

<sup>9</sup> Richard d'Aveni., *Strategic Supremacy : How Industry Leaders create sphère of influence from their portofolio to achieve pre-eminence*, New York, Free Press, 2001

<sup>10</sup> Christian Harbulot et Didier Lucas., *La guerre cognitive*, Paris, Lavauzelle 2002

d'expérience d'entreprises françaises confrontées à des problématiques d'ordres géoéconomiques, concurrentielles et sociétales plaident en faveur d'une doctrine nationale de sécurité économique et de modèles entrepreneuriaux fondés sur la recherche d'avantages concurrentiels durables. Or, un tel aboutissement passe nécessairement par la prise en compte de ce qu'est véritablement la puissance. la guerre économique n'est pas un évènement conjoncturel mais bien la résultante d'un cheminement historique. Si la guerre froide avait tu cette forme d'antagonismes entre les alliés occidentaux, le contexte international actuel invite à une révolution intellectuelle face à la radicalisation de mouvements stratégiques offensifs entre Etats.

## Références bibliographiques

- ALEXANDER B., *The future of warfare*, W.W. Norton, New York, 1995
- AUBENAS F. et BENASAYAG M., *Résister, c'est créer*, Paris, La découverte, 2002
- ARON R., *Paix et guerre entre les nations*, Paris, Calman Lévy, 1992
- ARQUILLA J., RONFELDT D., *The emergence of Noopolitik : Toward an américain information strategy*, Rand Corporation Editions, 1999
- ARQUILLA J., « *The strategic implications of information dominance* », *Strategic Review*, Summer 1994
- BAUMARD P., « Constructivisme et processus de la recherche : L'émergence d'une posture épistémologique chez le chercheur », *Cahiers de recherche LAREGO*, Université de Versailles St Quentin, septembre 1997
- BAUMARD P., « *Intelligence économique et sécurité aux Etats-Unis* », *Étude*, Fondation pour les Études de Défense, 1998
- BAUMARD P., « *Conquêtes de marchés, États et géoéconomie* », *Revue française de géoéconomie*, n°1, mars 1997
- BAUMARD P., « *Intelligence économique et nouveaux paradigmes de l'interaction concurrentielle* », *Cahiers de l'Institut de Recherche en Gestion*, Université Paris-XII, juillet 1996
- BENIGER J. R., *The control revolution : Technological and economic origin of the Information society*, Harvard University Press, Cambridge, Mass 1986
- BERGER P. et LUCKMAN T., *La Construction sociale de la Réalité*, Paris, Masson/Armand Colin, 1996 (2<sup>e</sup> édition)
- BLACK P., *Information warfare in the post-cold war world*, Center For International Securities Studies, University of Pittsburgh, 1996
- BOOTH K., *Strategy and ethnocentrism*, , 1979, New-York, Holmes et Meier, London, Groom Helm, 1979.
- BOUTHOU L., *Traité de polémologie*, Bibliothèque scientifique Payot, Paris, 1991
- COHEN E., *La souveraineté à l'épreuve de la mondialisation*, Fayard, Paris, 1996
- CIORAN, *La tentation d'exister*, Paris, Gallimard, 1986
- DAMIEN R. et MAUGERI S., « Normaliser pour dominer », *Les cahiers de médiologie*, 2<sup>e</sup> semestre 1996
- ESAMBERT B., *La guerre économique mondiale*, Paris, Olivier Orban, 1991
- ESPOSITO M-C., AZUELOS M., COSTE J-H., CROCHET A., FRAYSSE O., PERON M., *Mondialisation et domination économique, la dynamique anglo-saxonne*, Paris, Economica, 1997
- HAMEL G., PRAHLAD CK., *Competing for the future*, Harvard business Press, Cambridge, 1994
- HARBULOT C., *La machine de guerre économique*, Paris, Economica, 1992
- HARBULOT C., « *Techniques offensives et guerre économique* », *Revue politique et parlementaire*, n°948, 1990
- HARBULOT C. et LUCAS D., *La guerre cognitive*, Paris, Lavauzelle 2002
- KANUCK S.P., « *Information warfare-new challenges for public international law* », *Harvard International Law Journal*, January 1996
- KAUFFER R., *L'arme de la désinformation : Les multinationales américaines en guerre contre l'Europe*, Grasset, Paris, 1999
- LEMOIGNE J-L, *Le constructivisme. Tome 1 : Des fondements*, Paris, ESF, 1994
- LOROT P. (sous la direction), *Introduction à la géoéconomie*, Paris, Economica 1999
- LUCAS D et TIFFREAU A., *Guerre économique et information*, Paris, Ellipse 2001
- LUTTWAK E. N., *Le rêve américain en danger*, Paris, Odile Jacob 1995
- KUHN T., *La structure des révolutions scientifiques*, Paris, Flammarion, 1972

- MARTINET A-C., *Epistémologie et sciences de gestion*, Paris, Economica 1999
- MOLANDER R., ANDREW S., PETER A., *Strategic information warfare : a new face of war*, Santa Monica, RAND, MR-661-OSD, Calif., 1996
- NADOULEK B., *L'intelligence stratégique : philosophie de l'action face à la mondialisation cultures, économies et rapports de puissance*, Étude, Centre de Prospective et d'évaluation, Ministère de la Recherche, 1990
- PIAGET J. (sous la direction), *Logique et connaissance scientifique*, Paris, Gallimard 1967
- PORTER M., *L'avantage concurrentiel des nations*, Paris, Inter-Editions 1986
- RUANO-BORBALAN, « Pourquoi les guerres ? », *Sciences Humaines*, n°138
- SOLOMON R., *The global information revolution and international conflict management*, Address to the conference on "Virtual Diplomacy" , United Institute for Peace, Washington D.C., April, 1997
- WOLTON D., *Wargame, L'information et la guerre*, Paris, Flammarion 1991